

Texte original

Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats

Conclue à Washington le 18 mars 1965

Signée par la Suisse le 22 septembre 1967

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 12 mars 1968¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 15 mai 1968

Entrée en vigueur pour la Suisse le 14 juin 1968

(Etat le 18 mai 2007)

Préambule

Les Etats contractants

Considérant la nécessité de la coopération internationale pour le développement économique, et le rôle joué dans ce domaine par les investissements privés internationaux;

Ayant présent à l'esprit que des différends peuvent surgir à toute époque au sujet de tels investissements entre Etats contractants et ressortissants d'autres Etats contractants;

Reconnaissant que si ces différends doivent normalement faire l'objet de recours aux instances internes, des modes de règlement internationaux de ces différends peuvent être appropriés dans certains cas;

Attachant une importance particulière à la création de mécanismes pour la conciliation et l'arbitrage internationaux auxquels les Etats contractants et les ressortissants d'autres Etats contractants puissent, s'ils le désirent, soumettre leurs différends;

Désirant établir ces mécanismes sous les auspices de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement;

Reconnaissant que le consentement mutuel des parties de soumettre ces différends à la conciliation ou à l'arbitrage, en ayant recours auxdits mécanismes, constitue un accord ayant force obligatoire qui exige en particulier que toute recommandation des conciliateurs soit dûment prise en considération et que toute sentence arbitrale soit exécutée; et

Déclarant qu'aucun Etat contractant, par le seul fait de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation de la présente Convention et sans son consentement, ne sera réputé avoir assumé aucune obligation de recourir à la conciliation ou à l'arbitrage, en aucun cas particulier,

Sont convenus de ce qui suit:

RO 1968 1022; FF 1967 II 1460

¹ RO 1968 1021

Chapitre I

Le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements

Section 1

Création et Organisation

Art. 1

(1) Il est institué, en vertu de la présente Convention, un Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (ci-après dénommé le Centre).

(2) L'objet du Centre est d'offrir des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements opposant des Etats contractants à des ressortissants d'autres Etats contractants, conformément aux dispositions de la présente Convention.

Art. 2

Le siège du Centre est celui de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (ci-après dénommée la Banque). Le siège peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil Administratif prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

Art. 3

Le Centre se compose d'un Conseil Administratif et d'un Secrétariat. Il tient une liste de conciliateurs et une liste d'arbitres.

Section 2

Du Conseil Administratif

Art. 4

(1) Le Conseil Administratif comprend un représentant de chaque Etat contractant. Un suppléant peut agir en qualité de représentant si le titulaire est absent d'une réunion ou empêché.

(2) Sauf désignation différente, le gouverneur et le gouverneur suppléant de la Banque nommés par l'Etat contractant remplissent de plein droit les fonctions respectives de représentant et de suppléant.

Art. 5

Le Président de la Banque est de plein droit Président du Conseil Administratif (ci-après dénommé le Président) sans avoir le droit de vote. S'il est absent ou empêché ou si la présidence de la Banque est vacante, la personne qui le remplace à la Banque fait fonction de Président du Conseil Administratif.

Art. 6

(1) Sans préjudice des attributions qui lui sont dévolues par les autres dispositions de la présente Convention, le Conseil Administratif:

- a. Adopte le règlement administratif et le règlement financier du Centre;
- b. Adopte le règlement de procédure relatif à l'introduction des instances de conciliation et d'arbitrage;
- c. Adopte les règlements de procédure relatifs aux instances de conciliation et d'arbitrage (ci-après dénommés le Règlement de Conciliation et le Règlement d'Arbitrage);
- d. Approuve tous arrangements avec la Banque en vue de l'utilisation de ses locaux et de ses services administratifs;
- e. Détermine les conditions d'emploi du Secrétaire Général et des Secrétaires Généraux Adjointes;
- f. Adopte le budget annuel des recettes et dépenses du Centre;
- g. Approuve le rapport annuel sur les activités du Centre.

Les décisions visées aux al. a, b, c et f ci-dessus sont prises à la majorité des deux tiers des membres du Conseil Administratif.

(2) Le Conseil Administratif peut constituer toute commission qu'il estime nécessaire.

(3) Le Conseil Administratif exerce également toutes autres attributions qu'il estime nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la présente Convention.

Art. 7

(1) Le Conseil Administratif tient une session annuelle et toute autre session qui aura été soit décidée par le Conseil, soit convoquée par le Président, soit convoquée par le Secrétaire Général sur la demande d'au moins cinq membres du Conseil.

(2) Chaque membre du Conseil Administratif dispose d'une voix et, sauf exception prévue par la présente Convention, toutes les questions soumises au Conseil sont résolues à la majorité des voix exprimées.

(3) Dans toutes les sessions du Conseil Administratif, le quorum est la moitié de ses membres plus un.

(4) Le Conseil Administratif peut adopter à la majorité des deux tiers de ses membres une procédure autorisant le Président à demander au Conseil un vote par correspondance. Ce vote ne sera considéré comme valable que si la majorité des membres du Conseil y ont pris part dans les délais impartis par ladite procédure.

Art. 8

Les fonctions de membres du Conseil Administratif et de Président ne sont pas rémunérées par le Centre.

Section 3 Du Secrétariat

Art. 9

Le Secrétariat comprend un Secrétaire Général, un ou plusieurs Secrétaires Généraux Adjoints et le personnel.

Art. 10

(1) Le Secrétaire Général et les Secrétaires Généraux Adjoints sont élus, sur présentation du Président, par le Conseil Administratif à la majorité des deux tiers de ses membres pour une période ne pouvant excéder six ans et sont rééligibles. Le Président, après consultation des membres du Conseil Administratif, présente un ou plusieurs candidats pour chaque poste.

(2) Les fonctions de Secrétaire Général et de Secrétaire Général Adjoint sont incompatibles avec l'exercice de toute fonction politique. Sous réserve de dérogation accordée par le Conseil Administratif, le Secrétaire Général et les Secrétaires Généraux Adjoints ne peuvent occuper d'autres emplois ou exercer d'autres activités professionnelles.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire Général ou si le poste est vacant, le Secrétaire Général Adjoint remplit les fonctions de Secrétaire Général. S'il existe plusieurs Secrétaires Généraux Adjoints, le Conseil Administratif détermine à l'avance l'ordre dans lequel ils seront appelés à remplir lesdites fonctions.

Art. 11

Le Secrétaire Général représente légalement le Centre, il le dirige et est responsable de son administration, y compris le recrutement du personnel, conformément aux dispositions de la présente Convention et aux règlements adoptés par le Conseil Administratif. Il remplit la fonction de greffier et a le pouvoir d'authentifier les sentences arbitrales rendues en vertu de la présente Convention et d'en certifier copie.

Section 4 Des Listes

Art. 12

La liste de conciliateurs et la liste d'arbitres sont composées de personnes qualifiées, désignées comme il est dit ci-dessous et acceptant de figurer sur ces listes.

Art. 13

(1) Chaque Etat contractant peut désigner pour figurer sur chaque liste quatre personnes qui ne sont pas nécessairement ses ressortissants.

(2) Le Président peut désigner dix personnes pour figurer sur chaque liste. Les personnes ainsi désignées sur une même liste doivent toutes être de nationalité différente.

Art. 14

(1) Les personnes désignées pour figurer sur les listes doivent jouir d'une haute considération morale, être d'une compétence reconnue en matière juridique, commerciale, industrielle ou financière et offrir toute garantie d'indépendance dans l'exercice de leurs fonctions. La compétence en matière juridique des personnes désignées pour la liste d'arbitres est particulièrement importante

(2) Le Président, dans ses désignations, tient compte en outre de l'intérêt qui s'attache à représenter sur ces listes les principaux systèmes juridiques du monde et les principaux secteurs de l'activité économique.

Art. 15

(1) Les désignations sont faites pour des périodes de six ans renouvelables.

(2) En cas de décès ou de démission d'une personne figurant sur l'une ou l'autre liste, l'autorité ayant nommé cette personne peut désigner un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

(3) Les personnes portées sur les listes continuent d'y figurer jusqu'à désignation de leur successeur.

Art. 16

(1) Une même personne peut figurer sur les deux listes.

(2) Si une personne est désignée pour figurer sur une même liste par plusieurs Etats contractants, ou par un ou plusieurs d'entre eux et par le Président, elle sera censée l'avoir été par l'autorité qui l'aura désignée la première; toutefois si cette personne est le ressortissant d'un Etat ayant participé à sa désignation, elle sera réputée avoir été désignée par ledit Etat.

(3) Toutes les désignations sont notifiées au Secrétaire Général et prennent effet à compter de la date de réception de la notification.

Section 5 **Du Financement du Centre**

Art. 17

Si les dépenses de fonctionnement du Centre ne peuvent être couvertes par les redevances payées pour l'utilisation de ses services ou par d'autres sources de revenus, l'excédent sera supporté par les Etats contractants membres de la Banque proportionnellement à leur souscription au capital de celle-ci et par les Etats qui ne sont pas

membres de la Banque conformément aux règlements adoptés par le Conseil Administratif.

Section 6

Statut, Immunités et Privilèges

Art. 18

Le Centre a la pleine personnalité juridique internationale. Il a, entre autres, capacité:

- a. De contracter;
- b. D'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer;
- c. D'ester en justice.

Art. 19

Afin de pouvoir remplir ses fonctions, le Centre jouit, sur le territoire de chaque Etat contractant, des immunités et des privilèges définis à la présente Section.

Art. 20

Le Centre, ses biens et ses avoirs, ne peuvent faire l'objet d'aucune action judiciaire, sauf s'il renonce à cette immunité.

Art. 21

Le Président, les membres du Conseil Administratif, les personnes agissant en qualité de conciliateurs, d'arbitres ou de membres du Comité prévu à l'art. 52, al. (3), et les fonctionnaires et employés du Secrétariat:

- a. Ne peuvent faire l'objet de poursuites en raison d'actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf si le Centre lève cette immunité;
- b. Bénéficient, quand ils ne sont pas ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, des mêmes immunités en matière d'immigration, d'enregistrement des étrangers, d'obligations militaires ou de prestations analogues et des mêmes facilités en matière de change et de déplacements, que celles accordées par les Etats contractants aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable d'autres Etats contractants.

Art. 22

Les dispositions de l'art. 21 s'appliquent aux personnes participant aux instances qui font l'objet de la présente Convention en qualité de parties, d'agents, de conseillers, d'avocats, de témoins ou d'experts, l'alinéa b ne s'appliquant toutefois qu'à leurs déplacements et à leur séjour dans le pays où se déroule la procédure.

Art. 23

- (1) Les archives du Centre sont inviolables où qu'elles se trouvent.
- (2) Chaque Etat contractant accorde au Centre pour ses communications officielles un traitement aussi favorable qu'aux autres institutions internationales.

Art. 24

- (1) Le Centre, ses avoirs, ses biens et ses revenus ainsi que ses opérations autorisées par la présente Convention sont exonérés de tous impôts et droits de douane. Le Centre est également exempt de toute obligation relative au recouvrement ou au paiement d'impôts ou de droits de douane.
- (2) Aucun impôt n'est prélevé sur les indemnités payées par le Centre au Président ou aux membres du Conseil Administratif ou sur les traitements, émoluments ou autres indemnités payés par le Centre aux fonctionnaires ou employés du Secrétariat, sauf si les bénéficiaires sont ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.
- (3) Aucun impôt n'est prélevé sur les honoraires ou indemnités versés aux personnes agissant en qualité de conciliateurs, d'arbitres ou de membres du Comité prévu à l'art. 52, al. (3), dans les instances qui font l'objet de la présente Convention, si cet impôt n'a d'autre base juridique que le lieu où se trouve le Centre, celui où se déroule l'instance ou celui où sont payés lesdits honoraires ou indemnités.

Chapitre II De la Compétence du Centre

Art. 25

- (1) La compétence du Centre s'étend aux différends d'ordre juridique entre un Etat contractant (ou telle collectivité publique ou tel organisme dépendant de lui qu'il désigne au Centre) et le ressortissant d'un autre Etat contractant qui sont en relation directe avec un investissement et que les parties ont consenti par écrit à soumettre au Centre. Lorsque les parties ont donné leur consentement, aucune d'elles ne peut le retirer unilatéralement.
- (2) «Ressortissant d'un autre Etat contractant» signifie:
 - a. Toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant autre que l'Etat partie au différend à la date à laquelle les parties ont consenti à soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage ainsi qu'à la date à laquelle la requête a été enregistrée conformément à l'art. 28, al. (3) ou à l'art. 36, al. (3), à l'exclusion de toute personne qui, à l'une ou à l'autre de ces dates, possède également la nationalité de l'Etat contractant partie au différend;
 - b. Toute personne morale qui possède la nationalité d'un Etat contractant autre que l'Etat partie au différend à la date à laquelle les parties ont consenti à soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage et toute personne mo-

rale qui possède la nationalité de l'Etat contractant partie au différend à la même date et que les parties sont convenues, aux fins de la présente Convention, de considérer comme ressortissant d'un autre Etat contractant en raison du contrôle exercé sur elle par des intérêts étrangers.

(3) Le consentement d'une collectivité publique ou d'un organisme dépendant d'un Etat contractant ne peut être donné qu'après approbation par ledit Etat, sauf si celui-ci indique au Centre que cette approbation n'est pas nécessaire.

(4) Tout Etat contractant peut, lors de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation de la Convention ou à toute date ultérieure, faire connaître au Centre la ou les catégories de différends qu'il considérerait comme pouvant être soumis ou non à la compétence du Centre. Le Secrétaire Général transmet immédiatement la notification à tous les Etats contractants. Ladite notification ne constitue pas le consentement requis aux termes de l'al. (1).

Art. 26

Le consentement des parties à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention est, sauf stipulation contraire, considéré comme impliquant renonciation à l'exercice de tout autre recours. Comme condition à son consentement à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention, un Etat contractant peut exiger que les recours administratifs ou judiciaires internes soient épuisés.

Art. 27

(1) Aucun Etat contractant n'accorde la protection diplomatique ou ne formule de revendication internationale au sujet d'un différend que l'un de ses ressortissants et un autre Etat contractant ont consenti à soumettre ou ont soumis à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention, sauf si l'autre Etat contractant ne se conforme pas à la sentence rendue à l'occasion du différend.

(2) Pour l'application de l'al. (1), la protection diplomatique ne vise pas les simples démarches diplomatiques tendant uniquement à faciliter le règlement du différend.

Chapitre III De la Conciliation

Section 1 De la Demande en Conciliation

Art. 28

(1) Un Etat contractant ou le ressortissant d'un Etat contractant qui désire entamer une procédure de conciliation doit adresser par écrit une requête à cet effet au Secrétaire Général, lequel en envoie copie à l'autre partie.

(2) La requête doit contenir des informations concernant l'objet du différend, l'identité des parties et leur consentement à la conciliation conformément au règlement de procédure relatif à l'introduction des instances de conciliation et d'arbitrage.

(3) Le Secrétaire Général doit enregistrer la requête sauf s'il estime au vu des informations contenues dans la requête que le différend excède manifestement la compétence du Centre. Il doit immédiatement notifier aux parties l'enregistrement ou le refus d'enregistrement.

Section 2

De la Constitution de la Commission de Conciliation

Art. 29

- (1) La Commission de conciliation (ci-après dénommée la Commission) est constituée dès que possible après enregistrement de la requête conformément à l'art. 28.
- (2) a. La Commission se compose d'un conciliateur unique ou d'un nombre impair de conciliateurs nommés conformément à l'accord des parties
- b. A défaut d'accord entre les parties sur le nombre de conciliateurs et leur mode de nomination, la Commission comprend trois conciliateurs; chaque partie nomme un conciliateur et le troisième, qui est le président de la Commission, est nommé par accord des parties.

Art. 30

Si la Commission n'a pas été constituée dans les 90 jours suivant la notification de l'enregistrement de la requête par le Secrétaire Général conformément à l'art. 28, al. (3) ou dans tout autre délai convenu par les parties, le Président, à la demande de la partie la plus diligente, et, si possible, après consultation des parties, nomme le conciliateur ou les conciliateurs non encore désignés.

Art. 31

- (1) Les conciliateurs peuvent être pris hors de la liste des conciliateurs, sauf au cas de nomination par le Président prévu à l'art. 30.
- (2) Les conciliateurs nommés hors de la liste des conciliateurs doivent posséder les qualités prévues à l'art. 14, al. (1).

Section 3

De la Procédure devant la Commission

Art. 32

- (1) La Commission est juge de sa compétence.
- (2) Tout déclinatoire de compétence soulevé par l'une des parties et fondé sur le motif que le différend n'est pas de la compétence du Centre ou, pour toute autre raison, de celle de la Commission doit être examiné par la Commission qui décide s'il

doit être traité comme une question préalable ou si son examen doit être joint à celui des questions de fond.

Art. 33

Toute procédure de conciliation est conduite conformément aux dispositions de la présente Section et, sauf accord contraire des parties, au Règlement de Conciliation en vigueur à la date à laquelle elles ont consenti à la conciliation. Si une question de procédure non prévue par la présente Section ou le Règlement de Conciliation ou tout autre règlement adopté par les parties se pose, elle est tranchée par la Commission.

Art. 34

(1) La Commission a pour fonction d'éclaircir les points en litige entre les parties et doit s'efforcer de les amener à une solution mutuellement acceptable. A cet effet, la Commission peut à une phase quelconque de la procédure et à plusieurs reprises recommander aux parties les termes d'un règlement. Les parties doivent collaborer de bonne foi avec la Commission afin de lui permettre de remplir ses fonctions et doivent tenir le plus grand compte de ses recommandations.

(2) Si les parties se mettent d'accord, la Commission rédige un procès-verbal faisant l'inventaire des points en litige et prenant acte de l'accord des parties. Si à une phase quelconque de la procédure, la Commission estime qu'il n'y a aucune possibilité d'accord entre les parties, elle clôt la procédure et dresse un procès-verbal constatant que le différend a été soumis à la conciliation et que les parties n'ont pas abouti à un accord. Si une des parties fait défaut ou s'abstient de participer à la procédure, la Commission clôt la procédure et dresse un procès-verbal constatant qu'une des parties a fait défaut ou s'est abstenue de participer à la procédure.

Art. 35

Sauf accord contraire des parties, aucune d'elles ne peut, à l'occasion d'une autre procédure se déroulant devant des arbitres, un tribunal ou de toute autre manière, invoquer les opinions exprimées, les déclarations ou les offres de règlement faites par l'autre partie au cours de la procédure non plus que le procès-verbal ou les recommandations de la Commission.

Chapitre IV De l'Arbitrage

Section 1 De la Demande d'Arbitrage

Art. 36

- (1) Un Etat contractant ou le ressortissant d'un Etat contractant qui désire entamer une procédure d'arbitrage doit adresser par écrit une requête à cet effet au Secrétaire Général, lequel en envoie copie à l'autre partie.
- (2) La requête doit contenir des informations concernant l'objet du différend, l'identité des parties et leur consentement à l'arbitrage conformément au règlement de procédure relatif à l'introduction des instances de conciliation et d'arbitrage.
- (3) Le Secrétaire Général doit enregistrer la requête sauf s'il estime au vu des informations contenues dans la requête que le différend excède manifestement la compétence du Centre. Il doit immédiatement notifier aux parties l'enregistrement ou le refus d'enregistrement.

Section 2 De la Constitution du Tribunal

Art. 37

- (1) Le Tribunal arbitral (ci-après dénommé le Tribunal) est constitué dès que possible après enregistrement de la requête conformément à l'art. 36.
- (2) a. Le Tribunal se compose d'un arbitre unique ou d'un nombre impair d'arbitres nommés conformément à l'accord des parties.
b. A défaut d'accord entre les parties sur le nombre des arbitres et leur mode de nomination, le Tribunal comprend trois arbitres; chaque partie nomme un arbitre et le troisième, qui est le président du Tribunal, est nommé par accord des parties.

Art. 38

Si le Tribunal n'a pas été constitué dans les 90 jours suivant la notification de l'enregistrement de la requête par le Secrétaire Général conformément à l'art. 36, al. (3) ou dans tout autre délai convenu par les parties, le Président, à la demande de la partie la plus diligente et, si possible, après consultation des parties, nomme l'arbitre ou les arbitres non encore désignés. Les arbitres nommés par le Président conformément aux dispositions du présent Article ne doivent pas être ressortissants de l'Etat contractant partie au différend ou de l'Etat contractant dont le ressortissant est partie au différend.

Art. 39

Les arbitres composant la majorité doivent être ressortissants d'Etats autres que l'Etat contractant partie au différend et que l'Etat contractant dont le ressortissant est partie au différend; étant entendu néanmoins que cette disposition ne s'applique pas si, d'un commun accord, les parties désignent l'arbitre unique ou chacun des membres du Tribunal.

Art. 40

(1) Les arbitres peuvent être pris hors de la liste des arbitres, sauf au cas de nomination par le Président prévu à l'art. 38.

(2) Les arbitres nommés hors de la liste des arbitres doivent posséder les qualités prévues à l'art. 14, al. (1).

Section 3**Des Pouvoirs et des Fonctions du Tribunal****Art. 41**

(1) Le Tribunal est juge de sa compétence.

(2) Tout déclinatoire de compétence soulevé par l'une des parties et fondé sur le motif que le différend n'est pas de la compétence du Centre ou, pour toute autre raison, de celle du Tribunal doit être examiné par le Tribunal qui décide s'il doit être traité comme question préalable ou si son examen doit être joint à celui des questions de fond.

Art. 42

(1) Le Tribunal statue sur le différend conformément aux règles de droit adoptées par les parties. Faute d'accord entre les parties, le Tribunal applique le droit de l'Etat contractant partie au différend – y compris les règles relatives aux conflits de lois – ainsi que les principes de droit international en la matière.

(2) Le Tribunal ne peut refuser de juger sous prétexte du silence ou de l'obscurité du droit.

(3) Les dispositions des alinéas précédents ne portent pas atteinte à la faculté pour le Tribunal, si les parties en sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*.

Art. 43

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal s'il l'estime nécessaire, peut à tout moment durant les débats:

- a. Demander aux parties de produire tous documents ou autres moyens de preuve, et

- b. Se transporter sur les lieux et y procéder à telles enquêtes qu'il estime nécessaires.

Art. 44

Toute procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente Section et, sauf accord contraire des parties, au Règlement d'Arbitrage en vigueur à la date à laquelle elles ont consenti à l'arbitrage. Si une question de procédure non prévue par la présente Section ou le Règlement d'Arbitrage ou tout autre règlement adopté par les parties se pose, elle est tranchée par le Tribunal.

Art. 45

(1) Si l'une des parties fait défaut ou s'abstient de faire valoir ses moyens, elle n'est pas pour autant réputée acquiescer aux prétentions de l'autre partie.

(2) Si l'une des parties fait défaut ou s'abstient de faire valoir ses moyens à tout moment de la procédure, l'autre partie peut demander au Tribunal de considérer les chefs de conclusions qui lui sont soumises et de rendre sa sentence. Le Tribunal doit, en notifiant à la partie défaillante la demande dont il est saisi, accorder à celle-ci un délai de grâce avant de rendre sa sentence, à moins qu'il ne soit convaincu que ladite partie n'a pas l'intention de comparaître ou de faire valoir ses moyens.

Art. 46

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal doit, à la requête de l'une d'elles, statuer sur toutes demandes incidentes, additionnelles ou reconventionnelles se rapportant directement à l'objet du différend, à condition que ces demandes soient couvertes par le consentement des parties et qu'elles relèvent par ailleurs de la compétence du Centre.

Art. 47

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, recommander toutes mesures conservatoires propres à sauvegarder les droits des parties.

Section 4 De la Sentence

Art. 48

- (1) Le Tribunal statue sur toute question à la majorité des voix de tous ses membres.
- (2) La sentence est rendue par écrit; elle est signée par les membres du Tribunal qui se sont prononcés en sa faveur.

- (3) La sentence doit répondre à tous les chefs de conclusions soumises au Tribunal et doit être motivée.
- (4) Tout membre du Tribunal peut faire joindre à la sentence soit son opinion particulière – qu’il partage ou non l’avis de la majorité – soit la mention de son dissentiment.
- (5) Le Centre ne publie aucune sentence sans le consentement des parties.

Art. 49

- (1) Le Secrétaire Général envoie sans délai aux parties copies certifiées conformes de la sentence. La sentence est réputée avoir été rendue le jour de l’envoi desdites copies.
- (2) Sur requête d’une des parties, à présenter dans les 45 jours de la sentence, le Tribunal peut, après notification à l’autre partie, statuer sur toute question sur laquelle il aurait omis de se prononcer dans la sentence et corriger toute erreur matérielle contenue dans la sentence. Sa décision fait partie intégrante de la sentence et est notifiée aux parties dans les mêmes formes que celle-ci. Les délais prévus à l’art. 51, al. (2) et à l’art. 52, al. (2) courent à partir de la date de la décision correspondante.

Section 5

De l’Interprétation, de la Révision et de l’Annulation de la Sentence

Art. 50

- (1) Tout différend qui pourrait s’élever entre les parties concernant le sens ou la portée de la sentence peut faire l’objet d’une demande en interprétation adressée par écrit au Secrétaire Général par l’une ou l’autre des parties.
- (2) La demande est, si possible, soumise au Tribunal qui a statué. En cas d’impossibilité, un nouveau Tribunal est constitué conformément à la Section 2 du présent Chapitre. Le Tribunal peut, s’il estime que les circonstances l’exigent, décider de suspendre l’exécution de la sentence jusqu’à ce qu’il se soit prononcé sur la demande en interprétation.

Art. 51

- (1) Chacune des parties peut demander, par écrit, au Secrétaire Général la révision de la sentence en raison de la découverte d’un fait de nature à exercer une influence décisive sur la sentence, à condition qu’avant le prononcé de la sentence ce fait ait été inconnu du Tribunal et de la partie demanderesse et qu’il n’y ait pas eu, de la part de celle-ci, faute à l’ignorer.
- (2) La demande doit être introduite dans les 90 jours suivant la découverte du fait nouveau et, en tout cas, dans les trois ans suivant la date de la sentence.

(3) La demande est, si possible, soumise au Tribunal ayant statué. En cas d'impossibilité, un nouveau Tribunal est constitué conformément à la Section 2 du présent Chapitre.

(4) Le Tribunal peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en révision. Si, dans sa demande, la partie en cause requiert qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence, l'exécution est provisoirement suspendue jusqu'à ce que le Tribunal ait statué sur ladite requête.

Art. 52

(1) Chacune des parties peut demander, par écrit, au Secrétaire Général l'annulation de la sentence pour l'un quelconque des motifs suivants:

- a. Vice dans la constitution du Tribunal;
- b. Excès de pouvoir manifeste du Tribunal;
- c. Corruption d'un membre du Tribunal;
- d. Inobservation grave d'une règle fondamentale de procédure;
- e. Défaut de motifs.

(2) Toute demande doit être formée dans les 120 jours suivant la date de la sentence, sauf si l'annulation est demandée pour cause de corruption, auquel cas ladite demande doit être présentée dans les 120 jours suivant la découverte de la corruption et, en tout cas, dans les trois ans suivant la date de la sentence.

(3) Au reçu de la demande, le Président nomme immédiatement parmi les personnes dont les noms figurent sur la liste des arbitres, un Comité *ad hoc* de trois membres. Aucun membre dudit Comité ne peut être choisi parmi les membres du Tribunal ayant rendu la sentence, ni posséder la même nationalité qu'un des membres dudit Tribunal ni celle de l'Etat partie au différend ou de l'Etat dont le ressortissant est partie au différend, ni avoir été désigné pour figurer sur la liste des arbitres par l'un desdits Etats, ni avoir rempli les fonctions de conciliateur dans la même affaire. Le Comité est habilité à annuler la sentence en tout ou en partie pour l'un des motifs énumérés à l'al. (1) du présent Article.

(4) Les dispositions des art. 41–45, 48, 49, 53 et 54 et des chap. VI et VII s'appliquent *mutatis mutandis* à la procédure devant le Comité.

(5) Le Comité peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en annulation. Si, dans sa demande, la partie en cause requiert qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence, l'exécution est provisoirement suspendue jusqu'à ce que le Comité ait statué sur ladite requête.

(6) Si la sentence est déclarée nulle, le différend est, à la requête de la partie la plus diligente, soumis à un nouveau Tribunal constitué conformément à la Section 2 du présent Chapitre.

Section 6

De la Reconnaissance et de l'Exécution de la Sentence

Art. 53

(1) La sentence est obligatoire à l'égard des parties et ne peut être l'objet d'aucun appel ou autre recours, à l'exception de ceux prévus à la présente Convention. Chaque partie doit donner effet à la sentence conformément à ses termes, sauf si l'exécution en est suspendue en vertu des dispositions de la présente Convention.

(2) Aux fins de la présente Section, une «sentence» inclut toute décision concernant l'interprétation, la révision ou l'annulation de la sentence prise en vertu des art. 50, 51 ou 52.

Art. 54

(1) Chaque Etat contractant reconnaît toute sentence rendue dans le cadre de la présente Convention comme obligatoire et assure l'exécution sur son territoire des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal fonctionnant sur le territoire dudit Etat. Un Etat contractant ayant une constitution fédérale peut assurer l'exécution de la sentence par l'entremise de ses tribunaux fédéraux et prévoir que ceux-ci devront considérer une telle sentence comme un jugement définitif des tribunaux de l'un des Etats fédérés.

(2) Pour obtenir la reconnaissance et l'exécution d'une sentence sur le territoire d'un Etat contractant, la partie intéressée doit en présenter copie certifiée conforme par le Secrétaire Général au tribunal national compétent ou à toute autre autorité que ledit Etat contractant aura désigné à cet effet. Chaque Etat contractant fait savoir au Secrétaire Général le tribunal compétent ou les autorités qu'il désigne à cet effet et le tient informé des changements éventuels.

(3) L'exécution est régie par la législation concernant l'exécution des jugements en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel on cherche à y procéder.

Art. 55

Aucune des dispositions de l'art. 54 ne peut être interprétée comme faisant exception au droit en vigueur dans un Etat contractant concernant l'immunité d'exécution dudit Etat ou d'un Etat étranger.

Chapitre V

Du Remplacement et de la Récusation des Conciliateurs et des Arbitres

Art. 56

(1) Une fois qu'une Commission ou un Tribunal a été constitué et la procédure engagée, sa composition ne peut être modifiée. Toutefois, en cas de décès, d'incapacité ou de démission d'un conciliateur ou d'un arbitre, il est pourvu à la vacance selon les dispositions du Chap. III, Section 2 ou du Chap. IV, Section 2.

(2) Tout membre d'une Commission ou d'un Tribunal continue à remplir ses fonctions en cette qualité nonobstant le fait que son nom n'apparaisse plus sur la liste.

(3) Si un conciliateur ou un arbitre nommé par une partie démissionne sans l'assentiment de la Commission ou du Tribunal dont il est membre, le Président pourvoit à la vacance en prenant un nom sur la liste appropriée.

Art. 57

Une partie peut demander à la Commission ou au Tribunal la récusation d'un de ses membres pour tout motif impliquant un défaut manifeste des qualités requises par l'art. 14, al. (1). Une partie à une procédure d'arbitrage peut, en outre, demander la récusation d'un arbitre pour le motif qu'il ne remplissait pas les conditions fixées à la Section 2 du Chap. IV pour la nomination au Tribunal Arbitral.

Art. 58

Les autres membres de la Commission ou du Tribunal, selon le cas, se prononcent sur toute demande en récusation d'un conciliateur ou d'un arbitre. Toutefois, en cas de partage égal des voix, ou si la demande en récusation vise un conciliateur ou un arbitre unique ou une majorité de la Commission ou du Tribunal, la décision est prise par le Président. Si le bien-fondé de la demande est reconnu, le conciliateur ou l'arbitre visé par la décision est remplacé conformément aux dispositions du Chap. III, Section 2 ou du Chap. IV, Section 2.

Chapitre VI Des Frais de Procédure

Art. 59

Les redevances dues par les parties pour l'utilisation des services du Centre sont fixées par le Secrétaire Général conformément aux règlements adoptés en la matière par le Conseil Administratif.

Art. 60

(1) Chaque Commission et chaque Tribunal fixe les honoraires et frais de ses membres dans les limites qui sont définies par le Conseil Administratif et après consultation du Secrétaire Général.

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les parties peuvent fixer par avance, en accord avec la Commission ou le Tribunal, les honoraires et frais de ses membres.

Art. 61

(1) Dans le cas d'une procédure de conciliation les honoraires et frais des membres de la Commission ainsi que les redevances dues pour l'utilisation des services du Centre sont supportés à parts égales par les parties. Chaque partie supporte toutes les autres dépenses qu'elle expose pour les besoins de la procédure.

(2) Dans le cas d'une procédure d'arbitrage le Tribunal fixe, sauf accord contraire des parties, le montant des dépenses exposées par elles pour les besoins de la procédure et décide des modalités de répartition et de paiement desdites dépenses, des honoraires et frais des membres du Tribunal et des redevances dues pour l'utilisation des services du Centre. Cette décision fait partie intégrante de la sentence.

**Chapitre VII
Du Lieu de la Procédure****Art. 62**

Les procédures de conciliation et d'arbitrage se déroulent au siège du Centre, sous réserve des dispositions qui suivent.

Art. 63

Si les parties en décident ainsi, les procédures de conciliation et d'arbitrage peuvent se dérouler:

- a. Soit au siège de la Cour Permanente d'Arbitrage ou de toute autre institution appropriée, publique ou privée, avec laquelle le Centre aura conclu des arrangements à cet effet;
- b. Soit en tout autre lieu approuvé par la Commission ou le Tribunal après consultation du Secrétaire Général.

**Chapitre VIII
Différends entre Etats Contractants****Art. 64**

Tout différend qui pourrait surgir entre les Etats contractants quant à l'interprétation ou l'application de la présente Convention et qui ne serait pas résolu à l'amiable est porté devant la Cour Internationale de Justice à la demande de toute partie au différend, à moins que les Etats intéressés ne conviennent d'une autre méthode de règlement.

Chapitre IX

Amendements

Art. 65

Tout Etat contractant peut proposer des amendements à la présente Convention. Tout texte d'amendement doit être communiqué au Secrétaire Général 90 jours au moins avant la réunion du Conseil Administratif au cours de laquelle ledit amendement doit être examiné, et doit être immédiatement transmis par lui à tous les membres du Conseil Administratif.

Art. 66

(1) Si le Conseil Administratif le décide à la majorité des deux tiers de ses membres, l'amendement proposé est distribué à tous Etats contractants aux fins de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Chaque amendement entre en vigueur 30 ours après l'envoi par le depositaire de la présente Convention d'une notice adressée aux Etats contractants les informant que tous les Etats contractants ont ratifié, accepté ou approuvé l'amendement.

(2) Aucun amendement ne peut porter atteinte aux droits et obligations d'un Etat contractant, d'une collectivité publique ou d'un organisme dépendant de lui ou d'un de ses ressortissants, aux termes de la présente Convention qui découlent d'un consentement à la compétence du Centre donné avant la date d'entrée en vigueur dudit amendement.

Chapitre X

Dispositions Finales

Art. 67

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Banque. Elle est également ouverte à la signature de tout autre Etat partie au Statut de la Cour Internationale de Justice que le Conseil Administratif, à la majorité des deux tiers de ses membres, aura invité à signer la Convention.

Art. 68

(1) La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles.

(2) La présente Convention entrera en vigueur 30 jours après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. A l'égard de tout Etat déposant ultérieurement son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, elle entrera en vigueur 30 jours après la date dudit dépôt.

Art. 69

Tout Etat contractant doit prendre les mesures législatives ou autres qui seraient nécessaires en vue de donner effet sur son territoire aux dispositions de la présente Convention.

Art. 70

La présente Convention s'applique à tous les territoires qu'un Etat contractant représente sur le plan international, à l'exception de ceux qui sont exclus par ledit Etat par notification adressée au dépositaire de la présente Convention soit au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation soit ultérieurement.

Art. 71

Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par notification adressée au dépositaire de la présente Convention. La dénonciation prend effet six mois après réception de ladite notification.

Art. 72

Aucune notification par un Etat contractant en vertu des art. 70 et 71 ne peut porter atteinte aux droits et obligations dudit Etat, d'une collectivité publique ou d'un organisme dépendant de lui ou d'un de ses ressortissants, aux termes de la présente Convention qui découlent d'un consentement à la compétence du Centre donné par l'un d'eux antérieurement à la réception de ladite notification par le dépositaire.

Art. 73

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention et de tous amendements qui y seraient apportés seront déposés auprès de la Banque, laquelle agira en qualité de dépositaire de la présente Convention. Le dépositaire transmettra des copies de la présente Convention certifiées conformes aux Etats membres de la Banque et à tout autre Etat invité à signer la Convention.

Art. 74

Le dépositaire enregistrera la présente Convention auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'art. 102 de la Charte des Nations Unies² et aux Règlements y afférents adoptés par l'Assemblée Générale.

² RS 120

Art. 75

Le dépositaire donnera notification à tous les Etats signataires des informations concernant:

- a. Les signatures conformément à l'art. 67;
- b. Le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation conformément à l'art. 73;
- c. La date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'art. 68;
- d. Les exclusions de l'application territoriale conformément à l'art. 70;
- e. La date d'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention conformément à l'art. 66;
- f. Les dénonciations conformément à l'art. 71.

Fait à Washington en anglais, espagnol et français, les trois textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui demeurera déposé aux archives de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, laquelle a indiqué par sa signature ci-dessous qu'elle accepte de remplir les fonctions mises à sa charge par la présente Convention.

Pour la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement:

(signé) George D. Woods
Président

(signé) A. Broches
Conseiller juridique

18 mars 1965

Champ d'application le 18 mai 2007³

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Afghanistan	25 juin	1968	25 juillet	1968
Albanie	15 octobre	1991	14 novembre	1991
Algérie	21 février	1996	22 mars	1996
Allemagne*	18 avril	1969	18 mai	1969
Arabie Saoudite	8 mai	1980	7 juin	1980
Argentine	19 octobre	1994	18 novembre	1994
Arménie	16 septembre	1992	16 octobre	1992
Australie	2 mai	1991	1 ^{er} juin	1991
Autriche	25 mai	1971	24 juin	1971
Azerbaïdjan	18 septembre	1992	18 octobre	1992
Bahamas	19 octobre	1995	18 novembre	1995
Bahreïn	14 février	1996	15 mars	1996
Bangladesh	27 mars	1980	26 avril	1980
Barbade	1 ^{er} novembre	1983	1 ^{er} décembre	1983
Bélarus	10 juillet	1992	9 août	1992
Belgique	27 août	1970	26 septembre	1970
Bénin	6 septembre	1966	14 octobre	1966
Bolivie	23 juin	1995	23 juillet	1995
Bosnie et Herzégovine	14 mai	1997	13 juin	1997
Botswana	15 janvier	1970	14 février	1970
Brunéi	16 février	2002	16 octobre	2002
Bulgarie	13 avril	2001	13 mai	2001
Burkina Faso	29 août	1966	14 octobre	1966
Burundi	5 novembre	1969	5 décembre	1969
Cambodge	20 décembre	2004	19 janvier	2005
Cameroun	3 janvier	1967	2 février	1967
Chili	24 septembre	1991	24 octobre	1991
Chine*	7 janvier	1993	6 février	1993
Hong Kong	4 juin	1997	1 ^{er} juillet	1997
Macao	13 décembre	1999	20 décembre	1999
Chypre	25 novembre	1966	25 décembre	1966
Colombie	15 juillet	1997	14 août	1997
Comores	7 novembre	1978	7 décembre	1978
Congo (Brazzaville)	23 juin	1966	14 octobre	1966
Congo (Kinshasa)	29 avril	1970	29 mai	1970
Corée (Sud)	21 février	1967	23 mars	1967
Costa Rica	27 avril	1993	27 mai	1993
Côte d'Ivoire	16 février	1966	14 octobre	1966
Croatie	22 septembre	1998	22 octobre	1998

³ Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/dbstv.html>).

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Danemark	24 avril	1968	24 mai	1968
Iles Féroé	30 octobre	1968	30 octobre	1968
Egypte	3 mai	1972	2 juin	1972
El Salvador	6 mars	1984	5 avril	1984
Emirats arabes unis	23 décembre	1981	22 janvier	1982
Equateur	15 janvier	1986	14 février	1986
Espagne	18 août	1994	17 septembre	1994
Estonie	23 juin	1992	23 juillet	1992
Etats-Unis	10 juin	1966	14 octobre	1966
Fidji	11 août	1977	10 septembre	1977
Finlande	9 janvier	1969	8 février	1969
France	21 août	1967	20 septembre	1967
Gabon	4 avril	1966	14 octobre	1966
Gambie	27 décembre	1974	26 janvier	1975
Géorgie	7 août	1992	6 septembre	1992
Ghana	13 juillet	1966	14 octobre	1966
Grèce	21 avril	1969	21 mai	1969
Grenade	24 mai	1991	23 juin	1991
Guatemala	21 janvier	2003	20 février	2003
Guinée	4 novembre	1968	4 décembre	1968
Guyana	11 juillet	1969	10 août	1969
Honduras	14 février	1989	16 mars	1989
Hongrie	4 février	1987	6 mars	1987
Indonésie	28 septembre	1968	28 octobre	1968
Irlande	7 avril	1981	7 mai	1981
Islande	25 juillet	1966	14 octobre	1966
Israël	22 juin	1983	22 juillet	1983
Italie	29 mars	1971	28 avril	1971
Jamaïque	9 septembre	1966	14 octobre	1966
Japon	17 août	1967	16 septembre	1967
Jordanie	30 octobre	1972	29 novembre	1972
Kazakhstan	21 septembre	2000	21 octobre	2000
Kenya	3 janvier	1967	2 février	1967
Koweït	2 février	1979	4 mars	1979
Lesotho	8 juillet	1969	7 août	1969
Lettonie	8 août	1997	7 septembre	1997
Liban	26 mars	2003	25 avril	2003
Libéria	16 juin	1970	16 juillet	1970
Lituanie	6 juillet	1992	5 août	1992
Luxembourg	30 juillet	1970	29 août	1970
Macédoine	27 octobre	1998	26 novembre	1998
Madagascar	6 septembre	1966	14 octobre	1966
Malaisie	8 août	1966	14 octobre	1966
Malawi	23 août	1966	14 octobre	1966
Mali	3 janvier	1978	2 février	1978

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Malte	3 novembre	2003	3 décembre	2003
Maroc	11 mai	1967	10 juin	1967
Maurice	2 juin	1969	2 juillet	1969
Mauritanie	11 janvier	1966	14 octobre	1966
Micronésie	24 juin	1993	24 juillet	1993
Mongolie	14 juin	1991	14 juillet	1991
Mozambique	7 juin	1995	7 juillet	1995
Népal	7 janvier	1969	6 février	1969
Nicaragua	20 mars	1995	19 avril	1995
Niger	14 novembre	1966	14 décembre	1966
Nigéria	23 août	1965	14 octobre	1966
Norvège	16 août	1967	15 septembre	1967
Nouvelle-Zélande*	2 avril	1980	2 mai	1980
Oman	24 juillet	1995	23 août	1995
Ouganda	7 juin	1966	14 octobre	1966
Ouzbékistan	26 juillet	1995	25 août	1995
Pakistan	15 septembre	1966	15 octobre	1966
Panama	8 avril	1996	8 mai	1996
Papouasie-Nouvelle-Guinée	20 octobre	1978	19 novembre	1978
Paraguay	7 janvier	1983	6 février	1983
Pays-Bas*	14 septembre	1966	14 octobre	1966
Antilles néerlandaises	14 septembre	1966	14 octobre	1966
Aruba	24 décembre	1985	1 ^{er} janvier	1986
Pérou	9 août	1993	8 septembre	1993
Philippines	17 novembre	1978	17 décembre	1978
Portugal	2 juillet	1984	1 ^{er} août	1984
République centrafricaine	23 février	1966	14 octobre	1966
République tchèque	23 mars	1993	22 avril	1993
Roumanie	12 septembre	1975	12 octobre	1975
Royaume-Uni*	19 décembre	1966	18 janvier	1967
Guernesey			10 décembre	1968
Ile de Man			1 ^{er} novembre	1983
Jersey			1 ^{er} juillet	1979
Rwanda	15 octobre	1979	14 novembre	1979
Sainte-Lucie	4 juin	1984	4 juillet	1984
Saint-Kitts-et-Nevis	4 août	1995	3 septembre	1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	16 décembre	2002	15 janvier	2003
Salomon, Iles	8 septembre	1981	8 octobre	1981
Samoa	25 avril	1978	25 mai	1978
Sénégal	21 avril	1967	21 mai	1967
Serbie	9 mai	2007	9 mai	2007
Seychelles	20 mars	1978	19 avril	1978
Sierra Leone	2 août	1966	14 octobre	1966
Singapour	14 octobre	1968	13 novembre	1968
Slovaquie	27 mai	1994	26 juin	1994

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
Slovénie	7 mars	1994	6 avril	1994
Somalie	29 février	1968	30 mars	1968
Soudan	9 avril	1973	9 mai	1973
Sri Lanka	12 octobre	1967	11 novembre	1967
Suède	29 décembre	1966	28 janvier	1967
Suisse	15 mai	1968	14 juin	1968
Swaziland	14 juin	1971	14 juillet	1971
Syrie	25 janvier	2006	24 février	2006
Tanzanie	18 mai	1992	17 juin	1992
Tchad	29 août	1966	14 octobre	1966
Timor-Leste	23 juillet	2002	22 août	2002
Togo	11 août	1967	10 septembre	1967
Tonga	21 mars	1990	20 avril	1990
Trinité-et-Tobago	3 janvier	1967	2 février	1967
Tunisie	22 juin	1966	14 octobre	1966
Turkménistan	26 septembre	1992	26 octobre	1992
Turquie	3 mars	1989	2 avril	1989
Ukraine	7 juin	2000	7 juillet	2000
Uruguay	9 août	2000	8 septembre	2000
Venezuela	2 mai	1995	1 ^{er} juin	1995
Yémen	21 octobre	2004	20 novembre	2004
Zambie	17 juin	1970	17 juillet	1970
Zimbabwe	20 mai	1994	19 juin	1994

* Réserves et déclarations, voir ci-après.

Réserves et déclarations

Chine

Conformément à l'art. 25, par. 4, de la convention, le Gouvernement de la République populaire de Chine déclare qu'il ne soumettra pas les différends concernant l'expropriation ou la nationalisation à la compétence du Centre.

Nouvelle-Zélande

La convention n'est pas applicable aux Iles Cook, à Nioué et Tokelau.

Pays-Bas

Par notification reçue le 24 mai 1976, les Pays-Bas ont limité l'application de la convention au Royaume en Europe et aux Antilles néerlandaises, le Surinam étant devenu indépendant le 25 novembre 1975.

Royaume-Uni

Conformément à l'art. 70 de la convention, le Royaume-Uni a exclu, au moment où il a ratifié la convention et jusqu'à notification du contraire, les territoires suivants pour lesquels il est responsable sur le plan des relations internationales: Iles Anglo-Normandes, Ile de Man, Rhodésie du Sud, Brunéi, Aden, Protectorat d'Arabie du Sud, Kamaran, Iles Kuria Muria, Périm. Le Royaume-Uni a cessé d'être responsable pour les relations internationales de Kamaran et du Protectorat d'Arabie du Sud le 28 novembre 1967 et pour celles d'Aden, des Iles Kuria Muria et Périm le 30 novembre 1967. Par notification reçue le 10 novembre 1968, le Royaume-Uni a retiré de la liste des territoires exclus le Baillage de Guernesey, qui fait partie des Iles Anglo-Normandes.

Jusqu'à l'indépendance des Fidji le 10 octobre 1970, de Maurice le 12 mars 1968 et du Swaziland le 6 septembre 1968, la ratification du Royaume-Uni s'appliquait à chacun d'eux. Le 4 juin 1970, le Royaume-Uni a abandonné toute responsabilité pour la conduite des affaires internationales du Royaume des Tonga.

Le 19 juin 1973, la Grande-Bretagne a déclaré que les territoires britanniques ci-après sont exclus de l'application de la convention: Territoires britanniques de l'Océan indien, Ile Pitcairn, Territoire britannique de l'Antarctique, zones sous souveraineté britannique à Chypre et Nouvelles-Hébrides.

La convention est applicable également à Jersey.

La convention est applicable également à l'Ile de Man.